

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/42

Notes pour une allocution
du secrétaire d'État
aux Affaires extérieures,
le Très honorable Joe Clark

BANGKOK, Thaïlande

Le 16 juillet 1985

Je suis très heureux de me retrouver au Royaume de Thaïlande et d'avoir l'occasion de vous adresser ces quelques mots aujourd'hui. Je voudrais dans un premier temps passer en revue avec vous la conjoncture internationale, qui façonne les politiques commerciales et extérieures de l'ASEAN et du Canada. Je voudrais en outre plus particulièrement vous offrir certaines observations sur la dynamique et l'avenir de notre relation bilatérale.

Le Canada est un pays baigné par trois océans: l'Arctique, le Pacifique et l'Atlantique. Une bonne partie de notre histoire nous est venue d'outre-Atlantique. Il est par ailleurs de plus en plus manifeste qu'une bonne partie de notre avenir se trouve outre-Pacifique. L'an dernier, notre commerce avec les pays du Pacifique était plus important que celui avec les pays de l'Atlantique. Au cours des dix dernières années, nous avons reçu plus d'immigrants asiatiques que d'immigrants européens. Le nouveau gouvernement est fort conscient du rôle que le Canada est appelé à jouer dans le Pacifique.

D'autre part, nous avons, depuis plusieurs années, cherché à aider la Thaïlande à supporter le fardeau énorme que lui impose l'agression vietnamienne au Cambodge. Par l'entremise du Comité international de la Croix-Rouge, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Opération des Nations Unies dans la région frontalière, nous avons fourni une aide humanitaire aux milliers de Cambodgiens déplacés, ainsi qu'aux villageois thaïlandais qui ont été forcés de quitter leur foyer en raison des hostilités le long de la frontière.

D'autre part, le Canada est depuis longtemps un grand pays de réinstallation de ces infortunées victimes de la tragédie en Indochine. Depuis 1975, nous avons accueilli environ 100 000 réfugiés de cette partie du monde, dont plus de 31 000 venaient des camps en Thaïlande, et nous comptons continuer de faire notre juste part.

Les pays tant industrialisés qu'en développement doivent faire face aux problèmes du chômage chronique, de l'instabilité des taux de change, de l'incertitude face aux taux d'intérêt et de la menace du protectionnisme. Partant, les perspectives de croissance dans les pays industrialisés influenceront sur le développement et l'endettement des pays du tiers-monde.

Pour illustrer ce point, je noterai que les perspectives de croissance de l'économie américaine sont directement liées à la croissance économique des pays industrialisés comme le Canada, et des pays en développement comme ceux de l'ASEAN; la croissance aux États-Unis a par ailleurs ralenti récemment pour atteindre 3,2 pour cent en 1985.

L'imposant déficit commercial aux États-Unis et le chômage élevé dans des secteurs industriels clés continuent de renforcer les pressions protectionnistes; ces pressions sont également évidentes dans des économies où le déficit commercial n'est peut-être pas aussi spectaculaire qu'aux États-Unis. Dans plusieurs pays, l'accès au marché s'est resserré récemment dans divers secteurs dont l'agriculture, l'électronique grand public, les automobiles, les textiles et le vêtement et l'acier. Ce phénomène pose un problème pour tous les gouvernements qu'intéresse le libre-échange. Si nous sommes obligés de concentrer notre attention sur la lutte contre le protectionnisme, il nous reste moins de temps pour édifier des relations nouvelles et plus ouvertes. Il nous faut chercher à renverser la tendance croissante vers le protectionnisme, partout dans le monde.

Le nouveau gouvernement conservateur au Canada reconnaît que le commerce contribue de façon vitale à la prospérité des économies du Canada et des pays de l'ASEAN. Nous sommes conscients du fait qu'il nous faut être compétitifs dans le monde et nous acceptons de relever ce défi. À l'instar des nations de l'ASEAN, le Canada doit saisir toute occasion d'exportation qui se présente, qu'elle soit importante ou non et dans des secteurs traditionnels ou nouveaux. Cela exige que nous participions à la recherche de moyens d'améliorer l'accès aux marchés d'exportation dans un monde de plus en plus concurrentiel et protectionniste.

Le Canada est lui aussi en quête d'un milieu commercial international plus stable. Les décisions qui seront prises au cours des quelques prochaines années au sujet des négociations commerciales délimiteront les paramètres du commerce pour le reste du présent siècle. Les travaux préparatoires d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales s'engageront vraisemblablement en 1986.

Ces négociations porteront sur les points suivants:

- A) La libéralisation des barrières tarifaires et non tarifaires;
- B) l'amélioration des règles commerciales pour favoriser un environnement commercial plus prévisible; et
- C) les améliorations à apporter au système commercial, y compris la modification du mécanisme de règlement des différends du GATT.

Les résultats du récent sommet économique tenu à Bonn peuvent nous donner un aperçu de la situation économique internationale dans les années à venir. Bonn a été l'un des sommets les plus difficiles. Toutefois, les discussions ont permis de mettre en relief l'interdépendance entre le monde développé et le monde en développement. Les

participants ont reconnu par ailleurs qu'il était nécessaire de soutenir la croissance des échanges internationaux, d'abaisser les taux d'intérêt, d'ouvrir les marchés et de faciliter le flux des ressources vers le monde en développement, et que l'aide publique au développement était essentielle pour permettre aux pays de parvenir à une croissance économique stable.

Le sommet de Bonn a également endossé le principe du renforcement de la Banque mondiale. De l'avis du Canada, il faudrait confier à la Banque un rôle plus différencié au chapitre du financement de l'ajustement et de la croissance à long terme de pays en développement comme ceux de l'ASEAN. Pour examiner les problèmes financiers spéciaux des pays qui ne comptent ni parmi les plus pauvres ni parmi les grands débiteurs, le Canada a proposé la création d'un mécanisme de financement intermédiaire de la Banque mondiale. Ce "troisième guichet" aiderait les Philippines (parmi les pays de l'ASEAN) et d'autres nations ailleurs dans le monde à renforcer et à diversifier leurs économies. Le ministre des Finances du Canada ne ménage aucun effort pour veiller à ce que cette question soit abordée à la réunion du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale qui se tiendra à Séoul en octobre.

Le Canada soutient en outre l'approche ponctuelle de la gestion des problèmes d'endettement dans le tiers-monde. Il est par ailleurs sensible aux coûts socio-politiques de l'ajustement dans les pays débiteurs. Nous reconnaissons que les politiques de redressement doivent être crédibles pour les populations des pays moins développés et qu'elles doivent maintenir cette crédibilité. Les politiques de redressement doivent d'abord et avant tout mener à une reprise de la croissance économique.

À la conférence de l'ASEAN la semaine dernière, j'ai souligné que les questions du commerce et du financement international revêtent une importance vitale pour la prospérité future de tous les pays. J'ai mis en relief la haute priorité que le Canada accorde à la réalisation d'un consensus international qui déboucherait sur une revitalisation du système commercial multilatéral. Le Canada estime que, pour être une réussite, les négociations commerciales multilatérales doivent offrir des avantages tant aux pays développés qu'aux pays en développement. À cette fin, je compte envoyer une mission ici en septembre pour discuter de ces questions avec vos officiels.

Cette visite dans la région des pays de l'ASEAN aura servi à me faire mieux comprendre vos problèmes politiques et stratégiques très réels et à les considérer sous un angle nouveau. Ces questions d'une importance

vitale pour vous mettent à l'épreuve vos énergies et vos ressources. La Thaïlande a dû assumer le lourd fardeau de l'accueil de très nombreux réfugiés et personnes déplacées qui ont cherché asile chez vous. Comme je l'ai annoncé à la conférence post-ministérielle de l'ASEAN à Kuala Lumpur la semaine dernière, nous ferons une contribution de 2,7 millions de dollars pour aider à atténuer ce problème.

Aux yeux des Canadiens, la Thaïlande a su s'occuper de ces questions de façon fort adroite et humaine en faisant preuve de pragmatisme, de souplesse et de tolérance. Le Canada continue d'appuyer la position de la Thaïlande et des autres pays de l'ASEAN au sujet du Cambodge et il continuera d'apporter une aide en accueillant sa juste part de réfugiés. Il continuera d'autre part de résister aux pressions protectionnistes visant à réduire les exportations thaïlandaises et d'aider les exportateurs de votre pays, toutes les fois que possible, à pénétrer plus activement le marché canadien. Le Canada maintiendra son programme d'aide et il accroîtra son soutien à votre pays dans sa lutte contre le trafic pernicieux des stupéfiants.

Les contacts entre les officiels de nos deux pays témoignent d'une relation de travail plus diversifiée et plus solide fondée sur des idéaux et des problèmes mutuellement reconnus. La visite que Son Excellence le Premier ministre Prem a effectuée au Canada en avril 1985 a été le signe que ces liens devaient se doubler d'une coopération économique concrète entre nos deux pays.

Depuis lors, il s'est produit d'autres événements qui soulignent l'importance de nos relations bilatérales. Durant ma visite ici, je signerai un accord visant à éviter la double imposition, ce qui encouragera les gens d'affaires de l'un et l'autre pays à nouer davantage de liens commerciaux. La participation de la Thaïlande à Expo 86 offre aussi des occasions fort intéressantes de développer les relations économiques. La mission du ministre Samak en mars a montré comment le Canada peut aider la Thaïlande à étendre son réseau de communications. D'autre part, la mission dirigée en mai par le ministre Damrong devrait produire un certain nombre d'échanges scientifiques et technologiques ainsi que des coentreprises qui favoriseront le développement industriel en Thaïlande. À la suite d'autres missions conduites par le ministre canadien de l'Expansion industrielle régionale et par la Commission des investissements de la Thaïlande, des portes se sont ouvertes et on a vu s'accroître les possibilités de relations bilatérales dynamiques.

Si l'on considère la vaste étendue du Canada et la nécessité d'acheminer de grandes quantités de produits vers les marchés nationaux et internationaux, il est tout

naturel que nous nous trouvions parmi les chefs de file dans les domaines de l'énergie, des transports et de la technologie des communications. Il est heureux pour nos fabricants et nos consultants que votre pays se développe rapidement, et qu'il ait besoin en conséquence de matériel et de technologie dans ces trois domaines.

Ainsi, deux sociétés canadiennes, Babcock and Wilcox et Combustion Engineering, ont chacune remporté des contrats d'Egat et ont fourni à elles deux les sept chaudières pour le projet de Mae Moh. Par ailleurs, ces deux sociétés, bien que grandes rivales, sont en lice pour la fourniture des deux unités supplémentaires de 300 MW au regard desquelles les représentants d'Egat étudient actuellement les soumissions.

Dans le domaine des télécommunications, plusieurs de nos sociétés s'intéressent à divers projets, notamment à la privatisation des services téléphoniques à Bangkok et ailleurs au pays. Une de ces firmes, SR Telecoms de Montréal, est à notre avis un chef de file mondial dans le domaine des télécommunications rurales; elle est par ailleurs un soumissionnaire en lice pour un projet de télécommunications en milieu rural qui doit être mis en branle prochainement et que financera la Banque asiatique de développement.

Et la liste continue. Le Canada a joué un rôle dès les premières étapes de votre projet de transport rapide en commun. Au cours de sa visite à Bangkok au début de mars, mon collègue du Cabinet, le ministre Sinclair Stevens, a confirmé que le gouvernement canadien fournirait un demi-million de dollars en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour ce projet.

Les intérêts commerciaux du Canada en Thaïlande sont loin d'être axés uniquement sur les exportations. Hier encore, une heure après mon arrivée en Thaïlande, j'ai pris part à la cérémonie d'inauguration officielle d'une coentreprise thaïlando-canadienne qui doit fabriquer les principales composantes de niveleuses destinées à l'exportation dans le monde entier. Un projet du genre a des retombées positives pour nos deux pays; il permet à des sociétés canadiennes de mieux s'implanter sur le marché thaïlandais tout en contribuant à la création d'emplois et au transfert de technologie en Thaïlande.

Comme beaucoup d'entre vous s'en souviendront, nous avons monté il y a à peine un peu plus d'un an une exposition à laquelle participaient 28 fabricants canadiens; de ce nombre, 21 poursuivent encore des négociations en vue de coentreprises. La première entente pour la fabrication de séchoirs à énergie solaire pour produits alimentaires a été signée il y a seulement quelques semaines et l'unité

initiale est maintenant en voie de construction. C'est grâce à des coentreprises de ce genre - et, nous l'espérons, à bien d'autres dans l'avenir - que se développeront des relations commerciales à long terme, sérieuses et mutuellement avantageuses.

Les échanges commerciaux entre la Thaïlande et le Canada se sont développés à un rythme extraordinaire; ils ont plus que triplé de 1982 à 1984 pour atteindre un niveau de plus de 2 milliards de bahts. Bien que les produits thaïlandais aient été pratiquement inconnus au Canada il y a seulement quelques années, il n'est pas rare maintenant de voir des vêtements thaïlandais de qualité dans des boutiques canadiennes et de trouver des supermarchés qui vendent des ramboutans et des mangoustes. D'ailleurs, votre récente décision d'ouvrir un bureau commercial à Vancouver témoigne de l'importance que vous attachez au marché canadien.

On peut donc dire que la Thaïlande et le Canada entrent maintenant dans une ère nouvelle de relations économiques plus étroites et mutuellement avantageuses. Comme la Thaïlande s'apprête à mettre en oeuvre son nouveau plan quinquennal et que le Canada est à la recherche de nouveaux défis internationaux, l'un et l'autre pays peuvent envisager avec sérénité l'avenir de leurs relations. La présente visite, qui m'a permis de rencontrer beaucoup de gens désireux de diversifier les liens avec le Canada non seulement dans le secteur économique, mais aussi dans les domaines politique, social et culturel, m'a permis de mieux connaître votre pays. Je ne vous cacherai pas que le gouvernement du Canada et les Canadiens partagent cet intérêt à part entière.

Je vous remercie.